

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 5 octobre 2014

1. Réception du budget

⇒ **59% des Français ont entendu parler du projet de budget présenté cette semaine**, dont 22% déclarent « *savoir précisément de quoi il s'agit* » - soit des pourcentages relativement élevés.

⇒ **Mais le défi d'explication est encore très important**. Pour ceux qui déclarent avoir entendu parler du projet de budget :

- 23% estiment les mesures annoncées sont « *justes* » (dont 38% à gauche 15% à droite).
- 15% les jugent « *efficaces pour vraiment réduire les déficits publics* » (25% à gauche et 9% à droite).
- 32% estiment que les économies « *portent sur des secteurs où il est nécessaire de faire des économies* » (dont 39% à gauche et 27 à droite) ;

⇒ **L'opinion a avant tout perçu un effort demandé aux familles et aux retraités**.

De l'avis des personnes interrogées, les catégories qui vont être les plus mises à contribution sont d'abord « *les familles* » (44%, contre 34% en mai lorsque le plan d'économie avait été annoncées) et « *les retraités* » (41%, contre 31% en mai). Viennent ensuite « *les salariés du privé* » (26%, soit 4 points de moins qu'en mai dernier), « *les PME* » (24 contre 36%, ce qui peut montrer que les efforts fait en faveur des PME sont davantage entendus que par le passé), puis « *les fonctionnaires* » (22% contre 25%) et « *les chômeurs* » (14% contre 9% - possible impact des propos de F. Rebsamen).

⇒ **Mais comme toujours, chacun soupçonne l'autre d'être davantage préservé que soi ; et les classes moyennes se sentent les grandes perdantes**.

63% des retraités pensent qu'ils seront les premiers mis à contribution, alors que seuls 32% des actifs pensent que les retraités seront les premiers mis à contribution.

Les salariés du privé pensent qu'ils seront davantage mis à contribution que les fonctionnaires (38/18), alors que les fonctionnaires s'estiment bien davantage touchés que les salariés du privé (44/14).

Les CSP+ pensent à 60% que les CSP- seront les plus préservées ; tandis que les CSP- et les professions intermédiaires pensent (à 54% et 56%) que les CSP+ seront les plus épargnés.

Chez les électeurs de F. Hollande, 53% pensent que les privilégiés seront les moins touchés (contre 39% qui voient les défavorisés protégés) ; chez les électeurs de N. Sarkozy 54% pensent que les défavorisés seront préservés (contre 31% qui pensent que les privilégiés seront épargnés).

Dans tout cela, les classes moyennes sont vues comme les principales oubliées : 12% seulement des Français pensent qu'elles seront préservées (dont 4% des professions intermédiaires).

⇒ **La classe politique n'échappe pas à une forte demande de se soumettre elle-aussi à des efforts, même symboliques** - l'essentiel étant de montrer qu'elle ne s'exonère pas de la mise à contribution qu'elle demande aux autres.

Ainsi 70% des Français estiment que la réduction du nombre d'élus est « *une mesure d'économie essentielle, car les élus doivent montrer l'exemple* », contre 29% qui pensent que c'est « *un gadget de communication, car ce n'est pas ainsi qu'on fera beaucoup d'économies* ».

Beaucoup de commentaires en ligne, cette semaine, se concentraient également sur ce thème : « *les seuls pour qui ce n'est pas douloureux, c'est nos politiques : malgré leurs échecs, ils gardent leurs privilèges* ». « *Ce sont toujours les mêmes qui trinquent ! En particulier les Français moyens qui bossent. Jamais les ministres, les députés, sénateurs et autres hauts fonctionnaires* ». « *Assez de subir une crise pendant que ceux qui ne la subissent pas demandent aux Français de se serrer encore plus la ceinture* ».

⇒ **Concernant quelques mesures particulières :**

- 37% seulement pensent que la **suppression de la première tranche de l'IR** rend le système « *plus juste* ». Le sentiment que moins de personnes vont contribuer semble soulever un sentiment d'injustice plus important que la satisfaction de voir l'impôt diminuer.
- Sur la **politique familiale**, les jugements sont plus nuancés : lorsqu'on leur explique que les économies réalisées ne représentent « que » 700 millions sur 21 milliards, 42% estiment que ces économies sont « *trop importantes* » (dont 46% des sympathisants de gauche) ; mais 30% les jugent « *juste comme il faut* » et 26% « *pas assez importantes* » (dont 29% des sympathisants de droite).

⇒ **Reste qu'il n'y a toujours pas beaucoup de doutes sur la nécessité de principe de faire des économies.** 60% des Français déclarent ainsi que « *si le gouvernement parvient à réaliser les 21 milliards d'économies annoncées, une étape importante aura été franchie pour résoudre le problème de la dette* » (et même 71% des sympathisants de gauche).

Et aucun secteur n'échappe à l'acceptation de ces économies : lorsqu'on leur demande sur quels postes des efforts supplémentaires pourraient être réalisés (excluant retraites et santé, dont on sait que les Français souhaitent qu'ils soient préservés), les personnes interrogées mentionnent d'abord « *le nombre de fonctionnaires* » (44%, y compris 38% à gauche et 51% à droite) et « *le budget des armées* » (37%), puis « *les prestations logement et l'aide aux familles* » (32%, l'opinion n'est pas à une contradiction près), « *les allocations chômage* » (30%) et enfin « *le soutien aux associations* » (24%).

➤ La « *concrétisation* » perçue de l'effort demandé ne vient pas, à ce stade, accréditer l'idée que le gouvernement fait des économies réelles, efficaces et justes.

La réception perlée, sujet par sujet, empêche sans doute de percevoir l'équilibre d'ensemble des mises à contribution - chacun semble se regarder en chien de faïence, guettant ceux qui seraient exonérée.

Elle ne met pas non plus en lumière l'ampleur du virage amorcé par ce budget - qui répond pourtant à une attente de l'opinion et pourrait être l'un des gains politiques à attendre.

Enfin des mesures symboliques concernant la classe politique pourraient être, à un certain stade, nécessaires pour rendre plus acceptables les efforts demandés à tous.

1. Famille : Congé parental et GPA

⇒ La question de la semaine dernière sur le congé parental, dont la formulation était très positive, a été reformulée. Pour autant, et malgré les polémiques médiatiques de cette semaine, **les deux tiers des Français se déclarent favorables à « ce que les 3 ans de congé parental soient maintenus, mais répartis également entre le père et la mère, c'est à dire 18 mois maximum pour chacun »**. C'est même 4 points de plus que le week-end dernier - preuve qu'il existe un vrai soutien de principe dans l'opinion à cette mesure, à gauche (70%) et à droite (62%).

⇒ S'agissant de la GPA, **56% des Français se déclarent favorables à ce que « la France reconnaisse les enfants dont les parents sont Français mais qui sont nés d'une mère porteuse à l'étranger »**. Le sujet divise cependant politiquement : 64% sont favorables à gauche ; 48% à droite. Ces résultats sont très proches de ceux d'un sondage publié dimanche par l'Association des Familles Homoparentales : 55% de Français se disent « favorables à la GPA dans un cadre réglementé » ; 60% « pour les couples hétérosexuel » mais seulement 41% « pour les couples homosexuels ».

L'avis de la CEDH divise : présentée comme pris « au nom de l'intérêt supérieur de l'enfant, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France pour avoir refusé de transcrire dans son état-civil les actes de naissance d'enfants nés à l'étranger par mère porteuse », 51% des Français l'approuvent ; en revanche, seuls 44% se disent d'accord avec l'argument utilisé par M. Valls cette semaine selon lequel « reconnaître les enfants nés de mères porteuses à l'étranger reviendrait à terme à normaliser et légaliser la GPA en France ». Sur un sujet aussi complexe, les débats juridiques sont cependant probablement trop loin de la compréhension de l'opinion pour être réellement mesurés par des sondages.

2. Irak et terrorisme

⇒ **60% des Français sont favorables** à ce que « la France participe à des bombardements aériens en Irak dans le cadre d'une coalition avec notamment les Etats-Unis », soit un **chiffre inchangé** par rapport à la semaine dernière.

62% font confiance au gouvernement pour « assurer la protection des Français en cas d'actions ou de menaces terroristes », soit 4 points de plus que la semaine dernière (y compris 54% à droite).

3. Ebola

⇒ **55% des Français se déclarent « inquiets »** de la propagation du virus Ebola, soit **15 points de plus qu'en août dernier** - 19% sont même « très inquiets ». Il s'agit d'une progression importante, qui pourrait encore se renforcer à mesure des cas révélés.

63% déclarent avoir « confiance dans le gouvernement pour assurer la protection des Français en cas d'épidémie du virus Ebola en France ».